

L'après Copenhague

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Un échec total a été évité in extremis par la rédaction d'un accord a minima par quelques Etats. Et c'est ainsi que s'est conclue la conférence tant attendue de Copenhague. L'ONU s'est contentée de « prendre note de l'accord », invitant seulement les Etats à le signer dans les meilleurs délais... A-t-on manqué la seule chance d'établir un consensus sur le climat ? Les avis divergent...

Le sommet de Copenhague : un échec ?

Un simple accord plutôt décevant

A peine terminé, le sommet de Copenhague est déjà la cible de nombreuses critiques. Pour beaucoup, le bilan après ces deux semaines de sommet n'est guère brillant.

Alors que les négociations auraient dû permettre à tous les pays de s'entendre, ce ne fût qu'une cacophonie. Au bout du compte ? Un accord sans contrainte, et sans réelle ambition. Précisons de surcroît qu'il n'a pas été accepté par tous les pays, et résulte surtout de négociations parallèles entre certains pays, dont la Chine et les Etats-Unis.

Mais ne fermons pas les yeux sur le fait que Chinois et Américains ont mené les négociations du début à la fin. Pire encore, Européens et pays en développement ne semblent avoir eu que très peu de poids durant ce sommet. Résultat ? La Chine et les Etats-Unis ont réussi à préserver leur souveraineté... Mais était-ce réellement le plus important ? Pour sûr, personne ne semble se voiler la face. En effet, l'habituelle photo de famille a été annulée, preuve du malaise existant. Mais est-ce suffisant à l'heure où un véritable accord était indispensable ? Une chose est sûre, tout cela n'est pas un mauvais rêve et les générations futures ont réellement du souci à se faire...

Pour plus d'informations : <http://climatcopenhague.blog.lemonde.fr/2009/12/19/deception/#xtor=RSS-32280322>

Ce qu'il faut retenir du « nouvel accord de Copenhague »

Si cet accord permet pour la première fois d'engager l'ensemble des pays pollueurs, industrialisés et émergents, dans la lutte contre le changement climatique, le texte final ne donne aucun cadre juridique contraignant et se fonde sur des ambitions plutôt réduites. Cet accord ne garantit par ailleurs aucune participation mondiale, les Etats ayant simplement été « invités » à le signer... Voici néanmoins les points principaux à retenir de ce texte (à télécharger sur http://q.liberation.fr/pdf/20091219/19631_l-accord-de-copenhague.pdf) :

- **Les objectifs** : il a été reconnu que la hausse des températures devait être contenue en dessous des 2°C, et qu'il était nécessaire de réduire fortement les émissions mondiales. Sauf que l'accord ne mentionne pas le cadre (dates, durée, quantité) de ces objectifs ...
- **Des engagements à prendre** : les pays riches devront « s'engager sur des objectifs pour 2020 sur les émissions concernant l'ensemble des activités économiques », et les pays en développement devront eux annoncer les « actions de limitation » qu'ils comptent mettre en place pour atténuer leurs émissions. Ces objectifs devront être communiqués d'ici au 31 janvier 2010. Mais là encore, aucune indication chiffrée ni aucune année de référence des objectifs (1990 au 2005 ?) n'est proposée.
- **Le suivi des mesures prises** : afin d'en contrôler la réalité, les engagements des pays industrialisés devront être « mesurables, notifiables et vérifiables » (règles MRV). Quant aux pays en développement, ils devront communiquer tous les 2 ans le progrès de leurs actions de limitation.
- **Le financement** : la création d'un « Fonds climatique vert de Copenhague » est prévue, avec pour objectif de réunir 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020, à partir « de sources variées, publiques et privées, bilatérales et multilatérales, y compris de financements innovants ». Une aide immédiate de 30 milliards de dollars sur trois ans sera allouée aux plus vulnérables pour soutenir l'adaptation au réchauffement.
- **L'« Après Kyoto »** : l'accord laisse libre choix aux Etats de donner suite au protocole de Kyoto, qui expirera fin 2012. Les pays riches actuellement liés par ce protocole relèveront sûrement leurs objectifs...

Pour plus d'informations : http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/12/20/que-prevoit-le-nouvel-accord-de-copenhague_1283402_3244.html

Continuez à nous lire !

La conférence de Copenhague n'a fait que lancer (enfin on l'espère!) une période de réflexion pour des mesures pour le climat. Restez donc informés et lisez dès maintenant :

« L'Après Copenhague » !

Prochaine édition début janvier, donc en attendant, joyeuses fêtes de fin d'année !

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Et où va-t-on à présent ?

Prochain rendez-vous climatique : Mexico , décembre 2010

Au vu des résultats de Copenhague, la succession risque d'être rude. Et c'est Mexico qui s'y colle, du 29 novembre au 10 décembre prochain, avec pour objectif principal de fonder un texte plus concret que « l'accord de Copenhague ». Tâche difficile, mais on y croit : le statut intermédiaire du Mexique, à mi-chemin entre pays riches et pays pauvres, pourrait permettre de relancer les négociations. Alors que la présidence danoise était accusée à Copenhague d'être en faveur des pays industrialisés, le Mexique devrait « bien mieux (...) accomplir la très difficile tâche de rapprocher les points de vue » estime Kim Carstensen (WWF). Les travaux effectués dans le monde d'ici novembre 2010 pour ralentir le réchauffement planétaire y seront alors évalués, « en vue d'une adoption », prévoient les accords de Copenhague. Ils ne mentionnent par contre pas la nécessité de rédiger un « traité légalement contraignant »...

Pour plus d'informations : http://www.lexpress.fr/actualites/2/mexico-prochain-rendez-vous-des-negociateurs-sur-le-climat_837419.html

Ce que l'Union Européenne pourrait apporter à la lutte contre le changement climatique

Face à l'incapacité de la communauté internationale à s'entendre sur un sujet tel que le changement climatique, on est en droit de se questionner sur la possibilité de trouver des solutions à l'échelle planétaire. Car s'il est impossible, même lors d'un tel regroupement, de se préoccuper de l'intérêt général (la planète), que reste-t-il comme solution pour avancer ? C'est peut-être là que l'Union Européenne aurait des choses à apporter indique le quotidien espagnol El País...

Selon ce journal, l'UE dispose de deux éléments clés pouvant résoudre le problème du changement climatique. Non seulement, ses outils technologiques (certes perfectibles, mais dégagant des opportunités importantes) : les systèmes d'échanges d'émissions, l'innovation en matière d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables, de capture et stockage du carbone, tant de technologies qui font déjà d'elle un leader mondial.

Mais elle dispose surtout de l'outil institutionnel, qui serait le plus décisif selon El País : si l'Union Européenne a une présence critiquable sur la scène internationale, elle témoigne d'une qualité certaine à la mise en place de solutions supranationales efficaces, même dans des contextes où les enjeux nationaux semblent irréconciliables. Un exemple à suivre pour les mesures d'intérêt général ?

A regretter que l'Union Européenne soit restée en marge des négociations de Copenhague, elle qui s'affichait pourtant comme le principal leader jusqu'à l'ouverture du sommet. Mais il n'est jamais trop tard pour échanger les savoir-faire, encore faut-il le vouloir...

Pour plus d'informations : <http://www.courrierinternational.com/article/2009/12/21/et-si-l-union-europeenne-avait-tout-bon>

Copenhague vu par les médias des quatre coins du monde

- **Vu d'Asie** : « Un petit pas, mais essentiel » titre l'éditorial du *China Daily*, qui refuse de fait la responsabilité de l'échec de Copenhague, soulignant en particulier les engagements pris par le premier ministre chinois. En Inde, autre pays à avoir rédigé l'accord, les médias plaident également non-coupable.
- **Vu des Etats-Unis** : « De nombreux objectifs n'ont pas été atteints » publie le *New-York Time* (NYT), et c'est « un constat désolant » pour le *Washington Post*. L'accord final semble tout de même satisfaire le NYT qui conclut sur le succès d'Obama : « Après avoir joué les saboteurs pendant huit ans, les États-Unis font aujourd'hui figure de leader avec un président prêt à endosser ce rôle ».
- **Vu du Brésil** : le « miracle » attendu par Lula n'a pas eu lieu, et les médias pointent du doigt cet échec.
- **Vu d'Afrique** : le quotidien *Wal Fadjri* décrit l'Afrique comme la grande perdante de la conférence, soulignant l'insuffisante aide financière proposée par les pays développés, sans tenir compte des moindres exigences des pays africains.
- **Vu d'Europe** : plutôt déçus les médias européens ! Le *Guardian* cite les déclarations du représentant soudanais (voir p7) et insiste sur le fait qu'il a fallu huit brouillons pour parvenir à un accord de moins de trois pages; la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* illustre la clôture du sommet par une photo de négociateurs endormis sur leurs chaises au cours des débats; quant aux médias français, on vous laisse constater...

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Comprendre les résultats de la conférence : suivi au jour le jour (1)

J6 - Samedi 12 décembre 2009 : la rue se fait entendre

Si les conférenciers font une pause au cours de ce début de weekend, il n'en est pas de même pour les manifestants écologistes qui ont défilé dans les rues de Copenhague pour faire entendre leurs voix. Plus de 50 000 personnes se sont réunies pour une marche symbolique mais émaillée par des arrestations préventives de la police danoise.

Les points forts à retenir de ce jour :

- Des manifestations se sont également déroulées dans plusieurs autres pays pour soutenir les manifestants de Copenhague.
- La Présidente du COP15 se réjouit des avancées faites au cours de cette première semaine de négociations.
- Les négociations sérieuses ont commencé avec des propositions financières avancées.
- Le Ministre de l'Environnement Indien, Jairam Ramesh, engage son pays dans la baisse des émissions de carbone mais reste ferme quant aux mesures proposées par les pays développés.
- Le Mexique s'engage volontairement dans la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre.
- Le négociateur du G77, Lumumba Stanislaus Di-Aping considère comme insignifiante les aides financières promises par l'Union Européenne.
- Le Groupe de l'Afrique, encore appelé Groupe des 50 Pays, demande une participation financière correspondant à 5% du PIB des pays riches.

Pour plus d'informations : <http://en.cop15.dk/news/view+news?newsid=2954>

J7 – Dimanche 13 décembre 2009 : un dimanche de manifestations

Ce weekend aura été décidément marqué par de nombreuses manifestations dans les rues de Copenhague. Si la manifestation de samedi s'est voulue pacifique et relayée dans le monde entier, celle de ce dimanche, non autorisée officiellement, s'est déroulée avec de nombreux heurts. La police danoise a eu pour mission d'arrêter les manifestants par principe de précaution. Au total près de 1000 arrestations ont été enregistrées.

Il en résulte que ces événements ont fait la une des journaux, relayant au deuxième plan les propositions et commentaires faits hors conférence par les représentants des pays dans la lutte contre le changement climatique. Aussi on notera que :

- L'Union Africaine menace de saboter les négociations si leurs demandes ne sont pas prises au sérieux.
- Le Bangladesh demande une répartition des aides pour l'adaptation aux changements climatiques, fonction du nombre de personnes exposées à ceux-ci.
- Les scientifiques estiment que les objectifs de réduction des gaz à effet de serre sont insuffisants pour limiter le réchauffement climatique.

Pour plus d'informations :
<http://en.cop15.dk/news/view+news?newsid=2963>

Des scènes de violence à Copenhague

En marge du Sommet de Copenhague, alors que celui-ci vient tout juste de terminer sa première semaine de négociations, il est aussi possible de noter un certain nombre de débordements.

En effet, la police danoise a été dans l'obligation d'intervenir dans le squat géant de Christiania afin de dégager des barricades en feu dressées dans la rue par des manifestants climatiques venus de tout horizon.

Certaines scènes ont été particulièrement violentes et de nombreuses arrestations ont été effectuées.

Les raisons avancées par chacun diffèrent, que l'on soit policier ou militant, mais une chose est sûre, la situation actuelle à Copenhague n'est pas du tout sereine, que ce soit dans la rue, ou dans les négociations.

Pour plus d'informations :
<http://www.guardian.co.uk/environment/2009/dec/15/copenhagen-194-arrests>

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Comprendre les résultats de la conférence : suivi au jour le jour (2)

J8 - Lundi 14 décembre 2009 : les négociations reprennent difficilement

Après un weekend tendu entre pays industrialisés et pays en développement, cette deuxième semaine de négociations débute par un coup de théâtre des pays africains. Craignant que le Protocole de Kyoto, seul instrument légal contraignant pour les pays riches, ne soit pas reconduit, les 53 pays africains présents ont brièvement quitté la table des négociations pour signer leur mécontentement. Suivis par 135 pays en développement dont l'Inde et la Chine, ce boycott n'a pris fin qu'après avoir obtenu l'assurance que les pays riches ne « complotaient » pas pour limiter leurs engagements de réduction des gaz à effet de serre.

Dans ce climat tendu, Ban Ki-Moon rappelle à la raison les négociateurs, leur indiquant qu'ils ne pourront laisser toutes les questions difficiles aux dirigeants mondiaux s'ils veulent aboutir à un accord conséquent.

Sont à noter également pour ce lundi 14 décembre :

- L'Inde établit l'échéance à mardi soir pour la rédaction d'un premier texte, afin de donner une base de négociations aux dirigeants mondiaux présents le lendemain.
- La Russie appelle les gros émetteurs (États-Unis, Brésil, Inde et Chine) à être à la base d'un accord mondial en coordonnant leurs engagements.
- La Norvège et le Mexique s'unissent pour proposer la mise en place d'un « Fonds Vert » permettant le financement de mesures climatiques dans les pays en voie de développement
- La Maison Blanche a annoncé un nouveau programme de fonds de 350 millions de dollars sur cinq ans pour la mise en place de technologies vertes dans les pays en développement.
- « Les pays développés doivent faire plus, mais la Malaisie est prête à faire sa part », a déclaré le Premier ministre Najib Razak.
- Les négociations quant à la destruction des forêts ont subi les tensions du weekend et connaissent un premier ralentissement, bien que la France et l'Indonésie s'unissent en faveur d'un plan de lutte contre la déforestation.
- Le Canada est victime d'un canular embarrassant, soulignant le manque d'engagement du pays sur le dossier climat (<http://www.courrierinternational.com/article/2009/12/15/le-canada-victime-d-un-canular>).

Pour plus d'informations : <http://en.cop15.dk/news/view+news?newsid=2988>

J9 - Mardi 15 décembre 2009 : un accord... impossible ?

«Je dois vous le dire, nous pouvons échouer» a affirmé Connie Hedegaard, présidente danoise de la conférence climat de l'ONU, à trois jours de la clôture du sommet de Copenhague. Les points de désaccord semblent en effet aller en augmentant, les Etats du Nord et du Sud ne parvenant pas à se mettre d'accord sur des objectifs sérieux de réduction des GES. Quant aux pays en développement, ils craignent que ce sommet ne débouche sur un échec dont ils seraient les premières victimes.

Les principaux éléments à retenir de cette journée :

- La France et les pays d'Afrique souhaitent –via un texte- fixer des objectifs chiffrés en matière de réduction du GES des pays développés, mais aussi d'aides aux pays émergents.
- La Chine et les Etats-Unis ont averti leurs homologues qu'ils ne comptaient revoir à la baisse leurs objectifs de réduction du GES ; ce qui n'a pas été du goût de l'Europe pour qui un engagement sérieux des deux principaux émetteurs était indispensable à la réussite du Sommet.
- La Corée du sud, qui se veut être un acteur majeur en matière de lutte contre le changement climatique, a annoncé une volonté réelle de baisse de ses émissions de GES d'ici à 2020. Son président s'est proposé d'accueillir la Conférence des Nations Unies sur le climat en 2012.
- Le Japon serait prêt à débloquer 10 milliards de dollars sur trois ans pour venir en aide aux pays en développement, afin qu'ils soient en état de combattre le réchauffement climatique.
- La Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud ont mis sur la table un projet de déclaration pour la conférence sur le climat, différent de celui envisagé par le Danemark. Les deux documents font état de la divergence des points de vue entre pays développés et pays émergents.

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Comprendre les résultats de la conférence : suivi au jour le jour (3)

- Enfin un objectif concret : faire reculer les émissions de GES liées à la déforestation massive, responsable de 20 % des émissions au niveau mondial.
- Kevin Rudd, le premier ministre australien a appelé tous les participants au sommet à « plus de compromis de toutes parts », si l'objectif est d'aboutir à un accord contraignant.
- Angela Merkel a elle fait part de sa nervosité quant à la réussite du sommet...

Pour plus d'informations :

<http://en.cop15.dk/news/view+news?newsid=3012>

<http://www.liberation.fr/terre/0101608660-monsanto-rafle-le-grand-prix-de-la-sirene-en-colere>

http://www.lemonde.fr/le-rechauffement-climatique/article/2009/12/15/a-copenhague-la-perspective-d-un-echec-avive-les-tensions_1281167_1270066.html

J10 - Mercredi 16 décembre 2009

Ce sont des événements et des déclarations chaotiques qui ont marqué cette journée, tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur du Bella Center, et qui créent encore plus de doutes sur la conclusion d'un accord cohérent. Alors que des affrontements entre la police et des manifestants ont eu lieu dans les rues de Copenhague, deux personnes ont interrompu les négociations à l'intérieur du bâtiment, en sautant sur le podium pour appeler à une « justice climatique » et en faisant exploser une « bombe sonore ». Du côté des négociants et à quelques jours de la fin du sommet, les débats n'ont pas été des plus logiques et ont été surtout centrés autour de questions de procédure ! La démission de Connie Hedegaard en tant que présidente de la Conférence des parties a suscité de vives réactions.

- Le Brésil et l'Inde ont contesté les nouvelles règles de sécurité relatives à l'accès au Bella Center.
- La présidence danoise a annoncé son intention de déposer deux textes qui pourraient orienter le résultat final du sommet.
- Plusieurs PVD ont manifesté leur désaccord avec cette mesure, en soulignant le manque de transparence et la marginalisation des discussions au sein des groupes de travail.
- Le Brésil a estimé que ces deux textes créent l'impression que les négociations pendant le sommet ne serviront pas pour les travaux ultérieurs.
- Selon la Chine, « la seule base légitime » de l'éventuel accord devrait être constituée par les résultats des groupes de travail et non par « un texte sorti de nulle part ».
- C'est l'Equateur qui a parlé de « graves problèmes de procédure » ; l'Afrique du Sud a mis l'accent sur l'engagement de la présidence danoise à ce que ce sont les parties qui mènent les négociations.
- Selon la Bolivie, c'est non seulement une question de procédure mais aussi de fond, car les textes ne relèvent pas d'un processus participatif et démocratique.
- Autre point fort de la journée : c'est le premier ministre danois Lars Lokke qui a pris le relai de la présidence du sommet, après la démission de Connie Hedegaard. La position officielle est qu'il s'agit d'une formalité protocolaire, au moment où les chefs d'Etat et de gouvernement commencent à arriver.
- Le premier ministre éthiopien Meles Zenawi a abordé, au nom du groupe africain, la question du financement des mesures de réduction des émissions de CO₂ des PVD. Sa proposition de financement à court terme est basée sur un montant de 10 milliards de dollars entre 2010 et 2012, dont 40% alloués à l'Afrique, et à long terme, il estime que 100 milliards de dollars par an devraient être prévus. Il a encore proposé la création d'un conseil d'administration des fonds, formé par des représentants des pays donateurs et des pays bénéficiaires, d'un comité d'experts pour faciliter la gestion des fonds et l'administration des fonds alloués à l'Afrique par la Banque africaine de développement.
- Le ministre de l'environnement suédois Andreas Calgren, au nom de l'UE, a invité les parties à arriver à un accord contraignant, complet et ambitieux.
- Selon le sénateur américain John Kerry, un accord à Copenhague va impulser la législation américaine sur le climat.
- Les parties sont toujours divisées sur la question du futur du Protocole de Kyoto : s'il sera remplacé par un accord alternatif ou si ses engagements seront repris et actualisés.

Pour plus d'informations : <http://en.cop15.dk/news/view+news?newsid=3032>

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Connie Hedegaard, victime des tensions à Copenhague ?

Elle aurait voulu mieux faire qu'elle ne l'aurait pas pu. Bien que très claire, très directe et très professionnelle, Connie Hedegaard a succombé à des pressions de plus en plus rudes avec l'arrivée des chefs d'Etats, si bien qu'elle a dû passer la main à son « supérieur », le premier ministre Lars Lokke Rasmussen.

Accusée non seulement par les représentants chinois d'avoir diffusé un brouillon d'accord ignorant les demandes des pays en développement, Connie Hedegaard a également été très critiquée, pour manque de patience et pour impolitesse. Son successeur n'étant pas très partisan d'affronter les Etats-Unis et la Chine, il a préféré s'effacer. Meilleure idée ? La critique a fini par lui retomber dessus, soulignant son manque de compétence et d'assurance.

Il semblerait donc que la personne la plus susceptible d'incarner l'Europe pour les questions climatiques ne soit autre qu'elle, malgré les critiques substantives. Mais il lui reste encore à franchir l'obstacle de son audition de janvier par le Parlement européen, qui ne sera pas chose facile au vu des résultats de Copenhague.

Pour plus d'informations :

<http://www.courrierinternational.com/article/2009/12/17/connie-hedegaard-broyee-par-les-conflits-d-interets>

Comprendre les résultats de la conférence : suivi au jour le jour (4)

J11 - Jeudi 17 décembre 2009

Les chefs d'Etats de 119 pays se sont réunis pour les deux derniers jours du sommet de Copenhague. La journée de négociations sur le climat du jeudi 17 décembre s'est finie ce matin, à 2h. Toutefois, à un jour maintenant de la fin du sommet, un accord global n'a pas encore été trouvé. Il faudra attendre ce soir (ou peut-être samedi) pour savoir si oui ou non, un accord sera conclu.

Les principaux éléments à retenir de cette journée :

- Jeudi matin, suite à l'échec de mercredi sur l'élaboration d'un texte à présenter aux chefs d'Etats, les négociateurs ne croient plus en l'obtention d'un accord global pour le climat à Copenhague. Nombre d'entre eux pensent même que la situation n'évoluera pas avant le sommet de Mexico, en décembre prochain.
- En revanche, la Chine affirme ne pas avoir perdu espoir (contrairement aux rumeurs) et espère toujours pouvoir conclure un accord global reprenant les objectifs proposés jusque là.
- A midi, les délégués pour le climat se sont mis d'accord sur « la façon de procéder ». Ils ont décidé de continuer les débats selon deux fils directeurs : le Protocole de Kyoto et la Convention pour le Changement Climatique, minimisant ainsi les craintes des pays en développement de voir disparaître le Protocole.

- En partenariat avec d'autres pays, les Etats-Unis veulent essayer de mobiliser 100 milliards de dollars par an jusqu'à 2020 pour l'aide climatique. Toutefois, l'aide ne sera versée que si les pays en développement s'engagent à une totale transparence quant à leurs émissions.
- La Chine se dit prête à détailler ses mesures de contrôle des émissions de carbone, à dialoguer et à coopérer, si aucune action n'est intrusive et n'enfreint sa souveraineté.
- L'Union Européenne a demandé la mise en place d'une réunion extraordinaire des principaux acteurs de la conférence, pour essayer de construire ensemble, un accord global et obtenir un « résultat ambitieux » pour ce sommet de Copenhague.
- Dans son discours aux délégués pour le climat, Nicolas Sarkozy a déclaré hier soir qu'un échec n'était pas acceptable, qu'il serait « une catastrophe » pour chacun des négociateurs et leaders mondiaux.
- Angela Merkel a également pris la parole et souhaite que tout le monde travaille ensemble, comme cela a été fait pour la crise économique, pendant la dernière journée de négociations pour prouver que les leaders mondiaux ont compris que « le monde a besoin de changer ».
- Un document « brouillon » confidentiel des Nations Unies, sur lequel était annoté « ne pas distribuer, brouillon », montre qu'il faudrait une réduction supplémentaire de 4,2 gigatonnes de carbone par rapport aux objectifs annoncés pour atteindre l'objectif des 2°C.

Pour plus d'informations : <http://en.cop15.dk/news/view+news?newsid=3045>

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Comprendre les résultats de la conférence : suivi au jour le jour (5)

J12 - Vendredi 18 décembre 2009

Le sommet de Copenhague s'est terminé par un duel Etats-Unis/Chine. Les deux géants se sont accusés durant la journée de vendredi pour que finalement les négociations aboutissent sur un accord non contraignant et non signé par tous les pays. Le sommet a donné naissance à un texte juridiquement non contraignant, bien en deçà des attentes, appelé « accord de Copenhague ». Il affirme la nécessité de limiter le réchauffement planétaire à 2°C, mais ne comporte aucun engagement chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre. On peut regretter que l'UE ait manqué une belle occasion d'affirmer son point de vue et d'imposer sa position...

Les principaux éléments à retenir de cette journée :

- Après les déclarations de la secrétaire d'Etat américain Hillary Clinton sur le financement, un certain nombre des principaux acteurs se sont entendus sur un projet de texte qui sera discuté le dernier jour de la Conférence des Nations Unies c'est-à-dire vendredi.
- Au début de la journée de vendredi, les principaux dirigeants et leurs porte-paroles ont affirmé qu'un projet appelé « accord de Copenhague » était en vu, mais que celui-ci serait bien en deçà des attentes que la conférence avait soulevées. En effet, le nouveau projet abandonne l'idée initiale d'une date butoir 2010 prévoyant la signature d'un accord juridiquement contraignant.
- Ledit accord a soulevé la contestation de certains dirigeants, notamment celle du Président vénézuélien Hugo Chavez qui a pris la parole au nom de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques. Il a accusé le Président Obama de vouloir imposer un texte et a souligné le principe d'égalité de tous les pays. Pour le président vénézuélien les négociations manquent de « transparence ».
- Le Premier ministre suédois, actuel président de l'UE Fredrik Reinfeldt, a fait savoir la volonté de l'Union Européenne de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30% en 2020 par rapport aux niveaux de 1990. Par ailleurs, lors de sa plaidoirie, le président de l'UE a rappelé la responsabilité des deux géants Etats-Unis et Chine, en s'adressant à eux en tant que responsables de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre et en leur demandant de faire les efforts nécessaires pour sauver la planète.
- En absence d'un accord global le Président Barack Obama a été invité à renverser son calendrier et tenir des entretiens avec 19 autres dirigeants du monde afin d'élaborer un accord de dernière minute sur la lutte contre le réchauffement climatique. En tant que président de la plus grande économie du monde et deuxième plus grand émetteur de gaz à effet de serre, l'Amérique a une responsabilité, a-t-il alors déclaré. Il a ensuite affirmé la volonté des Etats-Unis de continuer à avancer vers une économie verte.
- Quant au Président brésilien Luiz Ignacio Lula da Silva, il a marqué sa volonté de contribuer à des mécanismes de financement pour les pays en besoin. Les actions sur le changement climatique ne doivent pas entraver la croissance économique des pays en développement, a-t-il précisé. Pour le Président plus qu'un simple accord, la conférence doit aboutir à une entente entre les pays pauvres et les pays riches.
- Le dernier jour de la conférence s'est terminé avec un groupe de pays dont les Etats-Unis et la Chine acceptant un accord, même si celui-ci reste clairement en deçà des attentes.

Ils l'ont dit...

La clôture du sommet de Copenhague a laissé place à de vives et nombreuses réactions de déception...

- Cet accord est « le pire de l'histoire » a déclaré le délégué soudanais Lumumba Stanislas Dia-Ping.
- Le patron de Greenpeace, Kumi Naidoo clame quant à lui « Et voilà une déclaration d'intention qui présente des trous si grands qu'on pourrait les traverser avec l'air Force One ! ».
- « Affligeant et consternant » d'après Nicolas Hulot, « c'est de l'improvisation, cela faisait deux ans qu'on travaillait pour arriver à ce résultat ».
- Yvo de Boer a même conclu la conférence sur ces mots : « la possibilité de rester dans la fenêtre d'opportunité scientifique est de plus en plus réduite ».
- Pourtant pour Barack Obama, cet accord est « significatif » et « sans précédent », ce que nuance Gordon Brown comme « un premier pas ».

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Ban Ki-Moon, le seul à se satisfaire des résultats du sommet ?

« Un pas en avant significatif » à Copenhague

Lundi 21 décembre, le secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-Moon a déclaré que la Conférence de Copenhague sur le changement climatique avait été « un succès », même s'il s'est dit conscient que le Sommet n'était pas allé « aussi loin que beaucoup l'auraient espéré ». « Néanmoins, c'est un début - un début essentiel (...) Nous avons fait un pas important dans la bonne direction », a-t-il ajouté.

Son défi pour les prochains mois est de s'assurer que les engagements pris dans l'Accord de Copenhague mèneront à un traité mondial juridiquement contraignant dès que possible. Il a donc appelé les dirigeants du monde à la conclusion d'un tel traité en 2010, rappelant au passage le rôle accompagnateur de l'ONU.

Pour plus d'informations : <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2009/SGSM12682.doc.htm>

Le nucléaire s'est invité au sommet !

A Copenhague le nucléaire divise mais parviendra-t-il à régner ?

Exclu du protocole de Kyoto, le nucléaire s'invite à Copenhague. Mais les anti-nucléaires n'ont pas dit leur dernier mot pour s'en convaincre. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la petite sirène, emblème de la capitale danoise, qui porte une banderole sur laquelle on peut lire « don't nuke the climate ». La bataille autour de l'atome fait rage et deux clans aux ambitions opposées se dessinent. Favorables au nucléaire, les députés européens estiment qu'il s'agit d'une source d'énergie qui peut jouer un rôle prépondérant dans la poursuite des objectifs de réduction des émissions de carbone.

Cette position est apparemment partagée par certains Etats européens, surtout ceux dont les agissements technologiques témoignent d'une incontestable amélioration de l'image du nucléaire. Quant aux Etats Africains, ils militent apparemment pour le nucléaire. En effet, ils avaient exigé en octobre dernier à Bangkok le retrait des dispositions contenues dans le document du groupe de travail sur le nucléaire, excluant cette source d'énergie, tout comme celles jugées néfastes pour l'environnement.

Pour plus d'informations : http://www.novethic.fr/novethic/planete/environnement/climat/le_nucleaire_s_invite_copenhague/122680.jsp

Total à Copenhague : un plaidoyer pour le nucléaire

Le groupe pétrolier français Total dévoile ses ambitions nucléaires, qui s'étaient notamment manifestées par sa candidature à l'appel d'offre émis par l'Emirat Arabe Abu Dhabi pour la construction de deux réacteurs nucléaires. Ce projet dont la valeur des contrats est estimée à 40 millions de dollars devrait permettre à Christophe de Margerie, PDG de Total, de réaliser son souhait qui consiste à faire du nucléaire « un de ses cœurs de métier ».

Cet engouement pour l'atome s'explique par sa rentabilité, notamment par rapport aux énergies renouvelables. Les Emirats ont intérêt d'exploiter cette source d'énergie qui leur permettrait d'exporter leur pétrole particulièrement dans des pays où la technologie nucléaire est hors de portée. Toutefois, investir dans le nucléaire ne signifie pas abandon des hydrocarbures, précise M. Margerie.

Pour plus d'informations : http://www.novethic.fr/novethic/entreprise/environnement/emissions_de_gaz_a_effet_de_serre/l_avenir_energetique_selon_total/

L'Edition

Ce flash vous a été présenté par les étudiants du master 2 « Gestion et droit des Energies renouvelables et du Développement Durable », de la Faculté de Droit de Strasbourg, et en partenariat avec l'ENGEES (Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg).

Ont participé à la rédaction de ce flash n°11: Charlotte Vincent-Genod, Christina Todorova, Donika Plakolli, Héloïse Choquel, Ingrid Boncompain, Joachim Spahn, Mamadou Girassy, Mickael Errico et Rachid Sabihi.

Nous contacter et vous abonner:
gotocopenhagen.m2gedd@gmail.com

Nous lire:
<http://blog.bio-ressources.com/>

Master GEDD, faculté de droit de Strasbourg:
www.unistra.fr